



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Publications de 2007

Montel-Dumont Olivia (dir.), 2007,
« Développement et environnement », *Cahiers
français*, mars-avril, n°337, 103 p.

Alexandra Hyard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/4362>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Alexandra Hyard, « Montel-Dumont Olivia (dir.), 2007, « Développement et environnement », *Cahiers français*, mars-avril, n°337, 103 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2007, mis en ligne le 12 septembre 2007, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/4362>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

*Montel-Dumont Olivia (dir.), 2007,
« Développement et environnement »,
Cahiers français, mars-avril, n°337,
103 p.*

Alexandra Hyard

- 1 Olivia Montel-Dumont a réuni, dans cette livraison des *Cahiers français*, un ensemble d'articles qui cherchent à analyser la question du développement sous l'angle économique du développement et de la croissance. Les textes sont répartis en trois rubriques : « *développement, croissance et environnement* », « *instruments et politiques* » et « *acteurs et gouvernance* ».
- 2 La première rubrique débute par un article de Christophe Demazière qui retrace une histoire intellectuelle des liens entre économie et environnement. Son histoire montre comment les « *Classiques* » ont, à la fois, posé et évacué la question de l'environnement, et pourquoi cette question resurgit à la fin des années 1960. De ce regain d'intérêt pour l'environnement a découlé la notion de « *développement durable* », qui, comme le rappelle Gilles Rotillon, s'interprète différemment selon l'hypothèse de durabilité retenue (faible ou forte). En un mot, les partisans de la durabilité faible estiment que l'économie peut résoudre les problèmes environnementaux alors que les partisans de la durabilité forte plaident en faveur d'une économie écologique, qui traite le capital naturel différemment du capital reproductible par l'Homme. Or, quelle que soit l'approche adoptée, le concept de « *développement durable* » souffre, selon l'auteur, de carences théoriques. Il note, par exemple, que les auteurs de l'École de Londres, favorable à la durabilité forte, réclament la fixation de seuils de capitaux naturels sans pour autant s'accorder sur une mesure des stocks considérés. A ces insuffisances théoriques s'ajoutent des difficultés pratiques. Ainsi, Gilles Rotillon souligne l'incapacité de certains indicateurs de la durabilité faible, comme le PIB, à prendre en compte les dégradations environnementales ou l'épuisement des ressources. Les limites tant théoriques que pratiques du développement durable ont

amené certains économistes, à la fin des années 1970, à repenser le lien entre économie et environnement. Cette réflexion a débouché sur la notion de « *décroissance* », qui se situe, comme l'indique Jean-Marie Harribey, au croisement des sciences économiques, physiques et de l'écologie. Fondée principalement sur le rejet du productivisme, cette notion présente, elle aussi, plusieurs failles, que l'auteur ne manque pas de pointer. Si Jean-Marie Harribey a raison de critiquer, pour son manque de réalisme et pour son caractère potentiellement dangereux, la recommandation des théoriciens de la décroissance en faveur de la diminution de la population mondiale, en revanche, il semble moins convainquant lorsqu'il soutient que la critique de la raison capitaliste conduit ces mêmes théoriciens à « *se réfugier dans des arrières-mondes religieux* » (p. 25). Affirmer que « *derrière la critique de la Raison, il y a le rejet des Lumières* » (*ibid.*), c'est oublier que la Raison et les Lumières ont de multiples facettes¹. En dépit des différends qui séparent les partisans du développement durable et ceux de la décroissance, tous se rejoignent sur le constat des dégâts que la croissance économique cause à l'environnement. Dans leur article, Sylvie Faucheux et Isabelle Nicolaï reviennent sur le problème du réchauffement climatique. S'appuyant sur les conclusions du rapport Stern, dont elles critiquent néanmoins certains points de la procédure d'évaluation économique, les deux économistes mettent en avant les opportunités que la lutte contre le réchauffement peut offrir aussi bien dans le secteur commercial que dans l'industrie. Ces opportunités renvoient à la notion d'« *éco-technologies* » que le rapport Chambolle définit comme « *l'ensemble des technologies directement appliquées... à la préservation de l'environnement au sens classique du terme..., à l'efficacité énergétique, à la réduction des émissions de GES et aux énergies renouvelables* » (p.31).

- 3 La deuxième rubrique, qui porte sur les instruments et les politiques, s'ouvre sur un article de Jean-Charles Hourcade qui dresse un bilan très mitigé des politiques mises en œuvre jusqu'à présent pour préserver l'environnement. Il rappelle notamment que les États-Unis n'ont toujours pas ratifié le protocole de Kyoto, lequel est d'ailleurs incomplet, et que la négociation Nord-Sud pour l'après 2012 n'est pas encore engagée. Ceci étant, les politiques publiques offrent-elles les meilleures solutions aux problèmes environnementaux ? A cette question, Annie Vallée répond par la négative montrant que les instruments économiques comme la fiscalité écologique ou les marchés de permis d'émission sont plus efficaces que l'outil réglementaire. Cependant, ces outils économiques posent des problèmes d'un point de vue éthique, le principal consiste à savoir si l'environnement est une marchandise comme une autre. Ce problème rejoint le thème de l'évaluation des biens environnementaux, dont traite l'article de Jean Gadrey, qui recense les différents « *indicateurs de bien-être économique durable* » (p. 56), c'est-à-dire les indicateurs de richesse qui prennent en compte les dégradations environnementales. La rubrique se termine par trois articles évoquant les problèmes environnementaux liés, d'abord, aux déplacements urbains, puis, à la consommation d'énergie et, enfin, à l'agriculture intensive. Les deux premiers textes soulignent la nécessité de repenser le fait urbain pour résoudre ces problèmes, le dernier nous invite à réfléchir sur l'agriculture du futur en termes de production et d'utilisation du territoire.
- 4 La troisième et dernière rubrique, intitulée « *acteurs et gouvernance* », présente en premier lieu un article de Christophe Demazière, qui porte sur la notion d'« *engagement* » chez les entreprises. L'auteur note que cette notion est non seulement plurielle (elle peut aller « *du seuil minimum à l'engagement volontariste* » p. 84) mais qu'elle peut, en outre, s'apprécier de différentes manières, au regard des critères économiques, sociaux et

environnementaux. Christian Gollier et Jean-Louis Nakamura s'intéressent, pour leur part, à l'engagement des investisseurs, que traduit la notion d'« *investissement socialement responsable* » (ISR). De façon lucide, ils montrent que les investisseurs qui souscrivent à ce type de placement ne sont pas seulement des agents altruistes préoccupés par les générations futures ou des individus soucieux de l'environnement, mais aussi des homo-*oeconomicus* constatant que les ISR sont moins risqués que les autres types de placement. Enfin, le numéro se clôt par la contribution de François Lerin et Laurence Tubiana qui concerne la coopération internationale en matière environnementale. Elle rappelle que le traitement global de la question environnementale puise ses origines au milieu du XIX^e siècle, dans des mouvements transfrontaliers de préservation de la vie animale et végétale, mais ne se déploie véritablement qu'après la Conférence de Stockholm de 1972. Bien que cette question soit aujourd'hui évoquée par la plupart des instances internationales, certaines d'entre elles rechignent cependant encore à adopter des mesures à la hauteur des menaces qui pèsent sur l'environnement.

- 5 A n'en pas douter, ce numéro des *Cahiers français* constitue une bonne synthèse sur la relation entre le développement et l'environnement. Cette relation devrait être l'objet de bien d'autres études en cette année 2007 qui marque les vingt ans de la publication du rapport Brundtland (du nom de la présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement), qui a popularisé la notion de « développement durable ».

NOTES

1. Voir J. G. A. Pocock, « Conservative Enlightenment and Democratic Revolutions: The American and French Cases in British Perspective », *Government and Opposition*, 1989, 24 (1) : 81-105.

AUTEUR

ALEXANDRA HYARD

Alexandra Hyard est docteur de l'ÉHESS, ATER à l'Institut d'études politiques de Lille et chargée de recherches à l'INRETS.